

2° letter *c*) wordt vervangen door de volgende letter *c*) :

« Die definitief in het secundair onderwijs het wervingsambt uitgeoefend heeft dat hem toegelaten heeft rechtstreeks of onrechtstreeks het ambt van provisor of onderdirecteur te bereiken : 422. »

Art. 2. In artikel 2 van voornoemd koninklijk besluit van 27 juni 1974 wordt in voornoemd hoofdstuk *Dbis*, onder de rubriek : « 6 – coördinator van een Centrum voor alternerend onderwijs en vorming » letter *a*) vervangen door de nieuwe letter *a*) :

« die definitief in het lager secundair onderwijs het wervingsambt uitgeoefend heeft dat hem toegelaten heeft rechtstreeks of onrechtstreeks het ambt van coördinator van een Centrum voor alternerend onderwijs en vorming te bereiken en :

1 - die er de schaal 216 genoot 271

2 - die er de schaal 415 genoot 422. »

Art. 3. In artikel 2 van voornoemd koninklijk besluit van 27 juni 1974 wordt in hoofdstuk *Dbis* onder de rubriek : « 7 – werkplaatsleider », letter *f*) geschrapt.

Art. 4. In artikel 2 van voornoemd koninklijk besluit van 27 juni 1974 worden in voornoemde letter *Dbis* onder de rubriek : « 11 – studiefunctie of directeur », de letters *a*), *b*), *c*) en *e*) vervangen door de nieuwe volgende letters *a*), *b*), *c*) en *e*) :

a) « die definitief in het lager secundair onderwijs het wervingsambt uitgeoefend heeft dat hem toegelaten heeft onrechtstreeks het ambt van studiefunctie of directeur te bereiken en er de schaal 216 genoot : 418

b) « die definitief in het lager secundair onderwijs het wervingsambt uitgeoefend heeft dat hem toegelaten heeft rechtstreeks of onrechtstreeks het ambt van studiefunctie of directeur te bereiken en er de schaal 415 genoot : 471

c) « die definitief in het hoger secundair onderwijs het wervingsambt uitgeoefend heeft met als vereist bekwaamheidsbewijs een bekwaamheidsbewijs van het hoger niveau van de 3e graad, dat hem toegelaten heeft rechtstreeks of onrechtstreeks het ambt van studiefunctie of directeur te bereiken : 471

e) « die definitief in het secundair onderwijs het wervingsambt uitgeoefend heeft dat hem toegelaten heeft rechtstreeks of onrechtstreeks het ambt van studiefunctie of directeur te bereiken : 471. »

Art. 5. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 25 februari 1999, met uitzondering van letter *b*) van artikel 4 die uitwerking heeft met ingang van 23 augustus 2001 en artikel 1, 2°, van artikel 2, van artikel 3 en letters *c*) en *e*) van artikel 4 die uitwerking hebben met ingang van 1 juni 2002.

Art. 6. De Minister-Présidente belast met het Leerplichtonderwijs wordt belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 26 oktober 2007.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Présidente belast met het Leerplichtonderwijs,
Mevr. M. ARENA

De Vice-Président en Minister van Begroting belast met de Sport en de Ambtenarenzaken,
M. DAERDEN

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2008 — 71

[C – 2007/29475]

8 NOVEMBRE 2007. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté royal du 13 juin 1976 réglant l'octroi d'une allocation aux membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical de l'enseignement de la Communauté française et aux membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française désignés provisoirement à une fonction de sélection ou à une fonction de promotion

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat;

Vu le décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements;

Vu l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 13 juin 1976 réglant l'octroi d'une allocation aux membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical de la Communauté française et aux membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française désignés provisoirement à une fonction de sélection ou à une fonction de promotion;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 mai 1999 fixant les échelles des fonctions des membres du personnel enseignant des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 mars 2007 modifiant l'arrêté du 5 mai 1999 fixant les échelles des fonctions des membres du personnel enseignant des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 26 septembre 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 novembre 2007;

Vu le protocole de négociation du Comité de Secteur IX : « Enseignement » (Communauté française), du Comité des Services publics provinciaux et locaux – Section II et du Comité (Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'enseignement libre subventionné) du 24 octobre 2007;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que l'adoption de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 mars 2007 a modifié le fondement juridique de l'octroi de l'allocation des directeurs de catégorie et des directeurs-présidents et que celle-ci ne correspond de ce fait plus à celle reprise dans l'arrêté royal du 3 juin 2007 pris en exécution de l'article 8, § 1^{er}, alinéa 4 de la loi du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles et ecclésiastiques, qu'il y a donc lieu de restaurer au plus vite ce fondement juridique, afin qu'il puisse être tenu compte dans le calcul de la pension des allocations accordées aux directeurs de catégorie et aux directeurs-présidents;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française en date du 8 novembre 2007,

Arrête :

Section 1^{re}. — Modifications de l'arrêté royal du 13 juin 1976 réglant l'octroi d'une allocation aux membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical de la Communauté française et aux membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française désignés provisoirement à une fonction de sélection ou à une fonction de promotion

Article 1^{er}. L'article 4 est complété par les dispositions suivantes :

« Article *4bis*. Le montant de l'allocation du directeur de catégorie désigné ou nommé, selon le cas, dans le respect des articles 15 et 16 du décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française est calculé conformément aux dispositions de l'article 1^{er}, point 1 de la rubrique « Fonctions électives » de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 mai 1999 fixant les échelles des fonctions des membres du personnel enseignant des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, tel que modifié.

Article *4ter*. Le montant de l'allocation du directeur-président désigné dans le respect des articles 15 et 16 du décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française est calculé conformément aux dispositions de l'article 1^{er}, point 2 de la rubrique « Fonctions électives » de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 mai 1999 fixant les échelles des fonctions des membres du personnel enseignant des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, tel que modifié.

Article *4quarter*. La fixation du traitement du membre du personnel qui, avant le 1^{er} septembre 1996, était nommé ou engagé à titre définitif à la fonction de sous-directeur, de directeur dans l'enseignement supérieur non universitaire des premier et deuxième degrés ou de directeur-adjoint, de directeur dans l'enseignement supérieur non universitaire du troisième degré telles que visées dans l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, est précisée à l'article 1^{er}, point 3 de la rubrique « Fonctions électives » de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 mai 1999 fixant les échelles des fonctions des membres du personnel enseignant des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, tel que modifié. »

Section 2. — Dispositions modifications et finales

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 5 juillet 2007.

Art. 3. La Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 8 novembre 2007.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre du Budget, des Finances,
de la Fonction publique et des Sports,
M. DAERDEN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2008 — 71

[C — 2007/29475]

8 NOVEMBER 2007. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het koninklijk besluit van 13 juni 1976 tot regeling van de toekenning van een toelage aan de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel van het onderwijs van de Franse Gemeenschap en aan de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap die voorlopig aangesteld zijn in een selectie- of bevorderingsambt

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het Rijksonderwijs;

Gelet op het decreet van 25 juli 1996 betreffende de opdrachten en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel, van het maatschappelijk personeel der inrichtingen voor voorschools, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en hoger onderwijs buiten de universiteit van de Franse Gemeenschap en de ambten der personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgelegd de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 juni 1976 tot regeling van de toekenning van een toelage aan de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel van het onderwijs van de Franse Gemeenschap en aan de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap die voorlopig aangesteld zijn in een selectie- of bevorderingsambt;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 mei 1999 tot vaststelling van de schalen voor de ambten van de leden van het onderwijzend personeel van de Hogescholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 maart 2007 tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 mei 1999 tot vaststelling van de schalen voor de ambten van de leden van het onderwijzend personeel van de Hogescholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 26 september 2007;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 8 november 2007;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van het Comité van Sector IX : « Onderwijs » (Franse Gemeenschap), van het Comité van provinciale en plaatselijke overheidsdiensten – Afdeling II en van het Comité (Onderhandelingscomité voor de personeelsstatuten van het gesubsidieerd vrij onderwijs) van 24 oktober 2007;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de aanneming van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 maart 2007 de juridische aard van de toekenning van de toelage van de categoriedirecteurs en van de directeurs-voorzitters gewijzigd heeft en dat deze dus niet meer overeenstemt met de toelage opgenomen in het koninklijk besluit van 3 juni 2007 tot uitvoering van artikel 8, § 1, vierde lid, van de wet van 21 juli 1844 op de burgerlijke en kerkelijke pensioenen, dat die juridische basis dus zo spoedig mogelijk hersteld moet worden zodat er in de berekening van het pensioen rekening kan gehouden worden met de toelagen toegekend aan de categoriedirecteurs en de directeurs-voorzitters;

Op de voordracht van de Minister van Hoger onderwijs, Wetenschappelijk onderzoek en Internationale betrekkingen;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 november 2007,

Besluit :

Afdeling 1. — Wijzigingen aan het koninklijk besluit van 13 juni 1976 tot regeling van de toekenning van een toelage aan de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel van het onderwijs van de Franse Gemeenschap en aan de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap die voorlopig aangesteld zijn in een selectie- of bevorderingsambt

Artikel 1. Artikel 4 wordt aangevuld met de volgende bepalingen :

« Artikel 4*bis*. Het bedrag van de toelage van de categoriedirecteur naargelang het geval aangesteld of benoemd, binnen de naleving van de artikelen 15 en 16 van het decreet van 25 juli 1996 betreffende de opdrachten en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen, wordt berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 1, punt 1 van de rubriek « Bij verkiezing toegekende ambten » van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 mei 1999 tot vaststelling van de schalen voor de ambten van de leden van het onderwijzend personeel van de Hogescholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd;

Art. 4*ter*. Het bedrag van de toelage van de directeur-voorzitter die aangesteld is binnen de naleving van de artikelen 15 en 16 van het decreet van 25 juli 1996 betreffende de opdrachten en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen, wordt berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 1, punt 2 van de rubriek « Bij verkiezing toegekende ambten » van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 mei 1999 tot vaststelling van de schalen voor de ambten van de leden van het onderwijzend personeel van de Hogescholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd;

Art. 4^{quater}. De vaststelling van de bezoldiging van het personeelslid dat vóór 1 september 1996 definitief benoemd of aangeworven was voor het ambt van onderdirecteur, directeur in het niet-universitair hoger onderwijs van de tweede en derde graad of adjunct-directeur, van directeur in het niet-universitair hoger onderwijs van de derde graad zoals bepaald in het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel, van het maatschappelijk personeel der inrichtingen voor voorschools, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en hoger onderwijs buiten de universiteit van de Franse Gemeenschap en de ambten der personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, wordt bepaald in artikel 1, punt 3 van de rubriek « Bij verkiezing toegekende ambten » van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 mei 1999 tot vaststelling van de schalen voor de ambten van de leden van het onderwijzend personeel van de Hogescholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd. »

Afdeling 2. — Wijziging- en slotbepalingen

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 5 juli 2007.

Art. 3. De Minister van Hoger onderwijs en Wetenschappelijk onderzoek wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 8 november 2007.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Sport,
M. DAERDEN

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2008 — 72

[C — 2007/29474]

16 NOVEMBRE 2007. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 septembre 2003 d'application du décret du 27 février 2003 organisant la reconnaissance et le subventionnement des centres sportifs locaux et des centres sportifs locaux intégrés

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 27 février 2003 organisant la reconnaissance et le subventionnement des centres sportifs locaux et des centres sportifs locaux intégrés, notamment l'article 12, alinéa 1^{er};

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 septembre 2003 d'application du décret du 27 février 2003 organisant la reconnaissance et le subventionnement des centres sportifs locaux et des centres sportifs locaux intégrés, notamment l'article 24, 5^o et 6^o, a), modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 juin 2006;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 25 janvier 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 février 2007;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'Éducation physique, des Sports et de la Vie en plein air donné le 13 mars 2007;

Vu l'avis du Conseil d'État donné le 11 juin 2007, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État;

Sur la proposition du Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et des Sports;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 24 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 septembre 2003 d'application du décret du 27 février 2003 organisant la reconnaissance et le subventionnement des centres sportifs locaux et des centres sportifs locaux intégrés modifié par l'arrêté du Gouvernement du 23 juin 2006, le 5^o est complété par la phrase suivante : « Si le centre sportif local reconnu ou le centre sportif local intégré reconnu est organisé en régie, le membre du personnel concerné peut être engagé sous statut par celle-ci. »

Art. 2. A l'article 24, 6^o, a), du même arrêté, les mots « et d'animation » sont supprimés.

Art. 3. Un article 26bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 26 bis. Après avis du Conseil supérieur de l'Éducation physique, des Sports et de la Vie en plein air, le Ministre ayant le Sport dans ses attributions peut accorder une dérogation à l'obligation prévue par l'article 24, 6^o, a), d'être titulaire, à partir du 1^{er} janvier 2008, d'un brevet de gestionnaire de centres sportifs.

La dérogation vaut au plus tard jusqu'à la date de clôture de la première session de la formation donnant accès au brevet de gestionnaire de centres sportifs organisée à partir du 1^{er} janvier 2008.

Elle ne peut être accordée qu'au profit de membres du personnel visés à l'article 24 qui, à la date du 1^{er} janvier 2008, suivent la formation donnant accès au brevet de gestionnaire de centres sportifs ou s'engagent à suivre cette formation lors de la première session qui suit leur désignation en qualité d'agents du sport chargés de la coordination. »

Art. 4. Le Ministre ayant le Sport dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 16 novembre 2007.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente, chargée de l'Enseignement obligatoire,
Mme M. ARENA

Le Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et des Sports,
M. DAERDEN